RÉVISION GLOBALE : PROPOSITIONS

RÉVISION GLOBALE : DISCERNER L'ESPRIT	2
RÉVISION GLOBALE : LES MINISTÈRES AUTOCHTONES	3
RÉVISION GLOBALE : UN MODÈLE À TROIS CONSEILS	4
RÉVISION GLOBALE : UN COLLÈGE MINISTÉRIEL	10
RÉVISION GLOBALE : UNE ASSOCIATION MINISTÉRIELLE	12
RÉVISION GLOBALE : LE FINANCEMENT D'UN NOUVEAU MODÈLE	13
RÉVISION GLOBALE : RENVOIS / ASSEMBLÉE DU 43 ^e CONSEIL GÉNÉRAL	14

RÉVISION GLOBALE : DISCERNER L'ESPRIT

Provenance : Secrétaire générale, Conseil général/Exécutif du Conseil général

La secrétaire générale du Conseil général/de l'Exécutif du Conseil général propose :

Que le 42^e Conseil général 2015 :

- (1) s'engage à soutenir de nouveaux ministères et de nouvelles formes de ministère par un programme qui s'appellerait à titre provisoire « Discerner l'Esprit »; et
- (2) décide que dix pour cent des dons annuels au Fonds Mission et Service soient alloués à ce programme, et que l'Église Unie en commence immédiatement le travail de mise en œuvre afin qu'il soit pleinement opérationnel au plus tard en 2018.

CONTEXTE :

Voir le *Rapport du Groupe de travail sur la révision globale* qui sera en ligne à compter du 24 mars 2015.

RÉVISION GLOBALE : LES MINISTÈRES AUTOCHTONES

Provenance : Secrétaire générale, Conseil général/Exécutif du Conseil général

La secrétaire générale du Conseil général/de l'Exécutif du Conseil général propose :

Que le 42^e Conseil général 2015 demande à l'Exécutif du Conseil général :

- (1) d'élaborer un processus pour que se poursuivent les discussions avec les ministères autochtones qui forment le Conseil des ministères autochtones dans le but de bâtir des relations fondées sur la réciprocité, le respect et l'équité, et que rapport en soit fait au plus tard au 43^e Conseil général;
- (2) de maintenir les fonds destinés aux ministères autochtones aux niveaux actuels, dans la mesure du possible, durant le prochain triennat alors que les discussions se poursuivent; et
- (3) d'élaborer un processus pour élaborer un modèle de financement des ministères autochtones et de la justice autochtone qui en assurerait la pérennité.

CONTEXTE :

Voir le *Rapport du Groupe de travail sur la révision globale* qui sera en ligne à compter du 24 mars 2015.

RÉVISION GLOBALE : UN MODÈLE À TROIS CONSEILS

Provenance : Secrétaire générale, Conseil général/Exécutif du Conseil général

La secrétaire générale du Conseil général/de l'Exécutif du Conseil général propose :

Que le 42^e Conseil général 2015 approuve la réorganisation de l'Église Unie du Canada de sa structure actuelle à quatre assemblées décisionnelles en une structure à trois conseils formée des communautés de foi, des conseils régionaux et du conseil ecclésial, tels que définis en ce qui suit :

1. COMMUNAUTÉS DE FOI

A. Description :

Une communauté de foi consisterait en toute communauté de personnes au sein de l'Église Unie qui :

- se rassemble pour l'approfondissement de la foi, la célébration et le service, ce qui comprend des paroisses, des ministères de présence, des communautés de vie fondées sur la foi, des églises de maison, et des communautés en ligne; et
- est reconnue comme une communauté de foi au sein de l'Église Unie par le conseil régional dans une relation d'alliance entre la communauté de foi et le conseil régional.

B. Affiliation

Les membres de la communauté de foi seraient :

- des personnes qui ont été accueillies comme membres par la communauté de foi selon les directives de l'Église, ce qui inclut les membres du personnel ministériel;
- éligibles à être élus pour représenter la communauté de foi au conseil ecclésial et au conseil régional;
- autorisés à voter sur toute question concernant la communauté de foi; et
- autorisés à accorder aux adhérents-es le droit de vote sur les questions financières et administratives.

C. Autorité et responsabilité

La communauté de foi exercerait autorité et responsabilité en matière :

de mission :

- s'engager dans une alliance avec le conseil régional fondée sur des responsabilités mutuelles quant à la vie et la mission de la communauté de foi, et assumer les responsabilités qui sont les siennes au sein de cette alliance;
- produire une autoévaluation annuelle du ministère de la communauté de foi et en faire rapport au conseil régional;

de gouvernance et d'administration :

- prendre des décisions quant à la vie de la communauté de foi, ce qui comprend les cultes, les soins pastoraux, les pratiques spirituelles et l'éducation chrétienne; de même que l'administration, les finances et la gouvernance locales ainsi que la mission, la justice et l'évangélisation locales;
- se rassembler au moins une fois par année;
- se conformer aux politiques de l'Église et du conseil régional;
- acheter, vendre, louer et rénover les propriétés de la communauté de foi;

de vie spirituelle :

- établir des politiques d'affiliation et accueillir et célébrer les nouveaux membres au sein de la communauté de foi;
- aider les membres à approfondir leur foi dans l'exploration de leur cheminement de foi;

de ministère et autres leaderships :

- recruter, choisir, appeler, nommer et faire alliance avec des membres du personnel ministériel et d'autres membres du personnel, et mettre fin aux appels et aux nominations/alliances avec les membres du personnel ministériel et les autres membres du personnel;
- encourager les membres à voir les rôles ministériels comme une responsabilité partagée par toute la communauté de foi;
- recommander à la constituante appropriée des membres laïques comme postulants-es, candidats-es et célébrants-es laïques certifiés, suivant, le cas échéant, les politiques de l'Église;

de participation à la vie du conseil régional et de l'Église :

- choisir un-e membre du personnel ministériel servant la communauté de foi en un ministère responsable et rémunéré s'il y a lieu, et un-e autre membre de la communauté de foi pour la représenter au conseil régional;
- couvrir les frais requis pour envoyer des représentants-es aux assemblées du conseil régional;
- choisir un-e membre du personnel ministériel servant la communauté de foi en un ministère responsable et rémunéré s'il y a lieu, et un-e autre membre de la communauté de foi pour la représenter au conseil ecclésial;
- couvrir les frais requis pour envoyer des représentants-es aux assemblées triennales du conseil ecclésial; et
- recevoir, traiter et faire suivre les propositions des membres de la communauté de foi au conseil régional.

D. Limites

Toute autorité et responsabilité de la communauté de foi serait sujettes :

- aux politiques du conseil ecclésial en matière d'affiliation, de gouvernance, de relations pastorales, de propriétés et tout autre domaine sous l'autorité du conseil ecclésial;
- aux termes de l'alliance entre la communauté de foi et le conseil régional;
- à l'autorité du conseil régional, qui prendrait en charge la conduite des affaires de la communauté de foi dans des circonstances exceptionnelles, advenant le cas où la communauté de foi ne pourrait pas ou refusait de prendre ses responsabilités ou agirait en dehors des politiques de l'Église ou du conseil régional.

2. CONSEILS RÉGIONAUX

A. Description

Un conseil régional serait une instance décisionnelle régionale au sein de l'Église Unie.

B. Affiliation

Le conseil régional serait composé :

- d'un-e membre du personnel ministériel de chaque communauté de foi dotée de personnel responsable et rémunéré;
- d'un-e membre laïque de chaque communauté de foi de la région.

C. Autorité et responsabilité

Le conseil régional exercerait autorité et responsabilité en matière :

d'alliance :

- reconnaître une nouvelle communauté de foi en établissant avec elle une relation d'alliance;
- établir une alliance avec chaque communauté de foi fondée sur des responsabilités mutuelles quant à la vie et la mission de la communauté de foi, et assumer les responsabilités qui sont les siennes au sein de cette alliance;

de supervision :

- réviser et évaluer régulièrement les autoévaluations des communautés de foi à l'aune de l'alliance entre la communauté de foi et le conseil régional;
- prendre en charge la conduite des affaires de la communauté de foi advenant le cas où celle-ci ne pourrait pas ou refuserait de prendre ses responsabilités ou agirait en dehors des politiques institutionnelles ou régionales.
- superviser les camps et les autres ministères associés de la région;

de services aux communautés de foi :

- offrir du soutien, des conseils et des services aux communautés de foi sur les questions de ressources humaines;
- offrir du soutien, des conseils et des services aux communautés de foi quand il sera question de propriétés paroissiales;
- créer des politiques régionales pour l'achat, la vente, la location et la rénovation des propriétés des communautés de foi et des régions et pour la répartition de revenus ainsi obtenus;
- gérer les archives régionales;
- offrir de la formation en leadership pour les membres du personnel ministériel et les personnes laïques tel que déterminé régionalement;

de politiques et de finances :

- appliquer les politiques établies par le conseil ecclésial et établir des politiques régionales appropriées;
- recevoir, traiter et faire suivre les propositions des membres des communautés de foi au conseil ecclésial selon les politiques de l'Église;
- déterminer et gérer son budget annuel et déterminer toute autre cotisation régionale supplémentaire pour tout service supplémentaire que le conseil régional voudrait entreprendre;
- participer à la détermination des priorités de la mission et du travail des ministères par l'entremise du Fonds Mission et Service;
- se rassembler au moins une fois par année dans sa totalité ou par son exécutif;

de membres du personnel ministériel – sauf dans le cas où l'une des responsabilités suivantes aurait été assignée à une autre instance par le processus décisionnel de l'Église Unie :

- célébrer les retraites;
- nommer des personnes : (i) pour accompagner un-e candidat-e dans son cheminement vers l'ordination ou la consécration et (ii) faire des recommandations au Collège ministériel quant aux aptitudes et au degré de préparation des candidats-es;
- nommer une personne (i) pour superviser les candidats-es en stage, et (ii) pour faire des recommandations au Collège ministériel quant aux aptitudes et au degré de préparation des candidats-es;
- ordonner ou consacrer au ministère tous les candidats-es dont l'ordination aura été approuvée par le Collège ministériel;

- admettre les pasteurs-es d'autres confessions dont le Collège ministériel aura approuvé l'entrée;
- réadmettre les membres du personnel ministériel dont le Collège ministériel aura approuvé la réadmission;
- reconnaître les agents-es pastoraux laïques; et
- autoriser l'exercice de membres laïques en tant que célébrants-es laïques certifiés.

D. Limites

Toute autorité et responsabilité du conseil régional serait sujettes :

- aux politiques du conseil ecclésial en matière d'affiliation, de gouvernance, de relations pastorales, de propriétés et tout autre domaine sous l'autorité du conseil ecclésial;
- aux termes de l'alliance entre la communauté de foi et le conseil régional; et
- à l'autorité du conseil ecclésial, qui prendrait en charge la conduite des affaires du conseil régional en des circonstances exceptionnelles, advenant le cas où le conseil régional ne pourrait pas ou refuserait de prendre ses responsabilités ou agirait en dehors des politiques de l'Église ou du conseil régional.

E. Personnel

Chaque région serait dotée d'un personnel qui l'aiderait à s'acquitter de ses responsabilités :

- le nombre d'employés-es serait fondé sur les cotisations et les octrois du Fonds Mission et Service et tout autre revenu régional;
- le nombre d'employés-es serait fondé sur les priorités et les besoins tels que déterminés régionalement;
- le personnel serait embauché et géré par le-la secrétaire régional, qui ferait rapport au-à la secrétaire général du conseil ecclésial; et
- les conseils régionaux disposant de plus de ressources seraient libres d'embaucher plus de personnel; on encouragera le partage des ressources au sein de toute l'Église.

3. CONSEIL ECCLÉSIAL

A. Description :

Le conseil ecclésial serait l'instance décisionnelle de l'Église Unie à la fois comme Église et comme société légale.

B. Affiliation

Le conseil ecclésial serait constitué :

- d'un-e membre du personnel ministériel de chaque communauté de foi dotée d'un personnel ministériel responsable et rémunéré, choisi par la communauté de foi;
- d'un-e membre laïque de chaque communauté de foi, choisi par la communauté de foi;
- de la personne exerçant la présidence ou de l'ancien-ne de chaque conseil régional;
- du/de la modérateur-trice sortant;
- du/de la modérateur-trice en exercice; et
- du/de la secrétaire général du conseil ecclésial.

C. Autorité et responsabilité

Le conseil ecclésial exercerait autorité et responsabilité en matière :

de politiques :

- établir des politiques de l'Église en matière de doctrine, de culte, d'affiliation, de gouvernance, de relations pastorales, de propriétés et de paiement des salaires des membres du personnel ministériel;
- prendre des décisions sur les questions d'identité ecclésiale reliées au témoignage public;
- faire le suivi des propositions reçues de conseils régionaux;

de gouvernance :

- élire un-e modérateur-trice;
- élire l'exécutif du conseil ecclésial;
- transmettre toutes les questions en suspens à l'exécutif du conseil ecclésial;
- se rassembler physiquement tous les trois ans, avec l'option pour les membres de participer par l'intermédiaire de moyens électroniques ou équivalents;
- se réunir plus fréquemment tel que requis par la loi laïque par l'intermédiaire de moyens électroniques ou équivalents;
- établir le nombre et les limites géographiques des conseils régionaux et les soutenir;

de finances et d'administration :

- présenter un cadre budgétaire triennal pour l'Église et déterminer les cotisations des communautés de foi pour cette période de trois ans;
- aider les communautés de foi à couvrir les frais requis pour envoyer des représentants-es à l'assemblée triennale du conseil ecclésial en établissant des frais uniformes et en octroyant des bourses si nécessaire; et
- conserver les archives de l'Église.

D. Limites

Cette proposition n'affecte pas les limites qui existent déjà actuellement :

- ***renvois*** : les Principes de l'Union ne pourront être modifiés qu'à travers le processus de renvoi, qui demande l'approbation d'une majorité de consistoires et également de celle des charges pastorales, dans les cas où le Conseil général le considère nécessaire parce que la modification est substantielle ou parce qu'elle change l'identité de l'Église;
- ***exigences en matière d'affiliation*** : aucun autre critère à l'accès au plein statut de membre ne sera prescrit que ceux fixés par le Nouveau Testament;
- ***liberté de culte*** : la liberté de culte dont jouissaient les églises au moment de l'union en 1925 ne sera pas restreinte au sein de l'Église Unie;
- ***propriétés*** : toute politique concernant les propriétés de l'Église adoptées par le conseil ecclésial doit se conformer aux exigences établies par la *Loi sur l'Église Unie du Canada de 1925*.

E. Exécutif du conseil ecclésial

L'exécutif du conseil ecclésial serait l'instance décisionnelle de l'Église Unie entre les assemblées du conseil ecclésial, selon les lignes de conduite suivantes :

- ***taille*** : un nombre déterminé de membres, entre 12 et 18, le nombre exact étant établi par le conseil ecclésial;
- ***composition*** :
 - le/la modérateur-trice
 - le/la secrétaire général du Conseil général
 - un-e représentant-e du Conseil des ministères autochtones

- des membres laïques et des membres du personnel ministériel élus par le conseil ecclésial selon les nominations des conseils régionaux et le besoin de compétences particulières, de même que les voix autochtones, francophones, ethniques et autres;
- **autorité :**
 - traiter toutes les questions en suspens transmises par le conseil ecclésial;
 - gérer le travail habituel et les urgences du conseil ecclésial entre les assemblées du conseil ecclésial;
 - établir les comités permanents et les autres comités, les présidents de ces comités siégeant à l'Exécutif du Conseil général;
 - exercer toute autorité supplémentaire selon les limites établies par le conseil ecclésial.

F. Personnel

Le conseil ecclésial serait doté de personnel qui l'aiderait à s'acquitter de ses responsabilités :

- dont le nombre dépendra des cotisations des communautés de foi, des allocations du Fonds Mission et Service et d'autres revenus de l'Église;
- dont le nombre dépendra des priorités et des besoins établis par l'ensemble de l'Église;
- qui appliquera les politiques de l'Église;
- qui procurera des services techniques centralisés, tels des services portant sur les technologies de l'information, les communications, le système de paie, la comptabilité, les ressources humaines, l'administration et le régime de retraite;
- qui soutiendra le travail du/de la modérateur-trice; et
- qui fournira du leadership dans le cadre des partenariats internationaux et du travail des ministères et de la mission à l'échelle nationale.

4. REGROUPEMENTS ET RÉSEAUX

À côté de cette structure, il pourrait aussi y avoir :

- **des regroupements :** des regroupements locaux de communautés de foi qui fourniront confrérie et soutien aux communautés de foi et à leurs leaders, et qui porteront leur attention sur le culte, la mission, la formation, la collégialité et la planification stratégique; et
- **des réseaux** qui relieront des gens travaillant sur des enjeux particuliers (par ex. le logement abordable, les ministères interculturels, la jeunesse) ou sur un projet commun (par ex. la planification d'un événement) de par toute l'Église, selon le cas.

Et que le 42^e Conseil général 2015 approuve la suppression du processus de mutation et de placement pour les membres du personnel ministériel de l'Église Unie, ce qui comprend l'abolition du comité de mutation du Conseil général et des comités de placement des synodes;

Et de plus, que le 42^e Conseil général 2015 autorise un renvoi de catégorie 3 aux consistoires et aux charges pastorales pour sonder la volonté de l'Église quant à la réorganisation et aux changements de politiques précédemment exposés.

CONTEXTE :

Voir le *Rapport du Groupe de travail sur la révision globale* qui sera en ligne à compter du 24 mars 2015.

RÉVISION GLOBALE : UN COLLÈGE MINISTÉRIEL

Provenance : Secrétaire générale, Conseil général/Exécutif du Conseil général

La secrétaire générale du Conseil général/de l'Exécutif du Conseil général propose :

Que le 42^e Conseil général 2015 approuve la création d'un Collège ministériel au sein du Conseil général [ou « conseil ecclésial » si ce changement est approuvé par le processus décisionnel de l'Église Unie], reposant sur les mandats suivants, ou tout autre mandat qui pourrait être établi par le Conseil général [ou conseil ecclésial] :

A. Affiliation

- Il serait obligatoire de faire partie du Collège pour tous les membres de l'ordre ministériel et les agents-es pastoraux laïques en service dans un ministère responsable et rémunéré au sein de paroisses ou autres communautés de foi.
- Les candidats-es en seront des membres étudiants.
- Les membres du personnel ministériel étant d'une autre confession et souhaitant être admis en seront des membres associés une fois que sera amorcée l'étude de leur candidature, selon les politiques de l'Église.
- Les paroisses et les autres communautés de foi ne pourront appeler, nommer ou embaucher que des membres du Collège pour pourvoir aux postes ministériels.

B. Autorité et responsabilité

- Le Collège exercerait autorité et responsabilité sur :
 - (1) l'évaluation des candidats-es, des pasteurs-es qui demandent l'admission et qui sont d'une autre confession ainsi que les pasteurs-es qui demandent la réadmission dans le ministère de l'Église Unie; et
 - (2) la supervision et la discipline des membres du personnel ministériel et de toutes les personnes décrites dans la section (1) ci-dessus, selon les politiques et les normes établies par le Conseil général [ou conseil ecclésial].
- Le synode [ou « conseil régional » si le changement est approuvé par le processus décisionnel de l'Église Unie] demeurerait responsable de l'ordination et de la consécration des membres du personnel ministériel et de la reconnaissance des agents-es pastoraux laïques.

C. Gouvernance

Le Collège serait administré par un bureau de direction de vingt membres dont la composition, établie par les politiques de l'Église, comprendrait :

- un nombre égal : (1) de membres du personnel ministériel, ordonné, diacre ou agent-e pastoral laïque et (2) de laïques;
- en s'assurant d'une représentation de chaque ordre ministériel, ordonné, diaconal, ou agent-e pastoral;
- en s'assurant d'une représentation des ministères autochtones;
- l'élection des personnes laïques sur une base régionale; et
- l'élection de représentants-tes des ministères par leurs pairs-es sur une base régionale.

D. Structure

Le Collège aurait les trois comités suivants qui seraient composés de membres du bureau de direction et qui incluraient au moins un membre du personnel ministériel et une personne laïque :

- **Comité des admissions et des normes** : pour évaluer (1) les candidats-es à l'ordination ou la consécration et (2) les pasteurs-es aptes à être membres du Collège;

- **Comité de plaintes** : pour traiter les plaintes portées contre les membres du personnel ministériel, ordonner des enquêtes, ordonner des audiences formelles et déterminer d'autres suites appropriées; et
- **Comité des audiences** : afin de mener des audiences formelles de plaintes et déterminer les suites appropriées. Seul le comité des audiences a l'autorité de mettre le nom d'un membre du personnel ministériel sur la liste des membres de l'ordre ministériel en cessation de service (disciplinaire).

Et de plus, que le 42^e Conseil général 2015 autorise un renvoi de catégorie 3 aux consistoires et aux charges pastorales pour sonder la volonté de l'Église concernant l'établissement d'un Collège ministériel, tel que précédemment énoncé.

CONTEXTE :

Voir le *Rapport du Groupe de travail sur la révision globale* qui sera en ligne à compter du 24 mars 2015.

RÉVISION GLOBALE : UNE ASSOCIATION MINISTÉRIELLE

Provenance : Secrétaire générale, Conseil général/Exécutif du Conseil général

La secrétaire générale du Conseil général/de l'Exécutif du Conseil général propose :

Que le 42^e Conseil général 2015 demande que l'Exécutif du Conseil général :

- (1) mette sur pied un groupe de travail formé de membres du personnel ministériel pour considérer l'idée de créer une Association ministérielle; et
- (2) reçoive le rapport de ce groupe de travail et qu'il y fasse suite de façon appropriée.

CONTEXTE :

Voir le *Rapport du Groupe de travail sur la révision globale* qui sera en ligne à compter du 24 mars 2015.

RÉVISION GLOBALE : LE FINANCEMENT D'UN NOUVEAU MODÈLE

Provenance : Secrétaire générale, Conseil général/Exécutif du Conseil général

La secrétaire générale du Conseil général/de l'Exécutif du Conseil général propose :

Que le 42^e Conseil général 2015 approuve les principes suivants pour orienter le processus budgétaire de l'Église Unie du Canada :

- (1) ne dépenser que ce qui est reçu, ce qui demandera des réductions de dépenses d'au moins 11 millions de dollars d'ici 2018, en rapport aux niveaux actuels de dépenses en 2015;
- (2) déterminer le nombre de membres du personnel et leurs tâches en fonction des revenus obtenus;
- (3) n'utiliser le Fonds Mission et Service que pour financer les activités de ministère et de mission;
- (4) financer les services de gouvernance et de soutien (administration), soit au palier des consistoire/synode [ou « conseil régional » si le changement est approuvé par le processus décisionnel de l'Église Unie] ou au palier de l'Église en demandant des cotisations aux communautés de foi;
- (5) partager les cotisations équitablement au sein de toute l'Église. Les consistoires/synodes [ou conseils régionaux] pourront utiliser des ressources existantes supplémentaires pour des causes régionales. On encouragera le partage des ressources au sein de toute l'Église.

Et que le 42^e Conseil général 2015 autorise un renvoi de catégorie 3 aux consistoires et aux charges pastorales pour sonder la volonté de l'Église quant aux changements précédemment énoncés dans les sections 4 et 5 [financement par les cotisations des communautés de foi].

Et de plus, que l'Exécutif du Conseil général soit mandaté et autorisé à prendre les actions nécessaires pour finaliser et mettre en place ce nouveau modèle fondé sur les principes présentés ci-dessus, dans la mesure du possible, selon le résultat de ce renvoi.

CONTEXTE :

Voir le *Rapport du Groupe de travail sur la révision globale* qui sera en ligne à compter du 24 mars 2015.

RÉVISION GLOBALE : RENVOIS / ASSEMBLÉE DU 43^e CONSEIL GÉNÉRAL

Origine : Secrétaire générale, Conseil général/Exécutif du Conseil général

La secrétaire générale du Conseil général/de l'Exécutif du Conseil général propose :

Que le 42^e Conseil général 2015 :

- (1) déroge à l'exigence d'une période d'étude et de partage d'information de 24 mois avant la date de réponse des renvois suivants, afin de permettre une date de réponse plus hâtive pour les consistoires et les charges pastorales :
 - Révision globale : Un modèle à trois conseils
 - Révision globale : Un collège ministériel
 - Révision globale : Le financement du nouveau modèle
 - Révision globale : Changement en matière de gouvernance, de la *Loi sur l'Église Unie du Canada* à la *Loi canadienne sur les organismes sans buts lucratifs*
- (2) devance la date de l'assemblée régulière du 43^e Conseil général de 2018 au 15 septembre 2017, ou toute autre date décidée par l'Exécutif du Conseil général, afin que les résultats de ces renvois puissent ainsi être rapportés au Conseil général, et s'ils sont approuvés, qu'une décision soit prise pour leur mise en œuvre;
- (3) décide que l'assemblée régulière du 43^e Conseil général ait lieu par moyens électroniques; et
- (1) autorise que des projets-pilotes du Modèle à trois conseils et du Collège ministériel commencent immédiatement, à l'aide de participations volontaires, et que l'Exécutif du Conseil général fournisse les orientations et la supervision pour ces projets-pilotes.

CONTEXTE :

Les quatre renvois cités ci-dessus sont tous de catégorie 3, donc des renvois sur lesquels les consistoires et les charges pastorales doivent se prononcer.

Selon *Le Manuel*, la date limite de réponse pour un renvoi de catégorie 3 doit être fixée de façon à donner aux consistoires et aux charges pastorales au moins 24 mois pour les étudier et pour en partager l'information avant la date limite. Cette exigence fait en sorte de s'assurer de donner aux consistoires et aux charges pastorales la possibilité d'en apprendre plus sur les questions soulevées dans le renvoi et de s'engager dans une discussion avant de voter.

Pour les trois premières propositions ci-dessus, cet objectif a déjà été atteint. Le Groupe de travail sur la révision globale a remis deux documents de discussion à l'ensemble de l'Église sur des concepts préliminaires de restructuration et de financement en 2013 et 2014; il a plus tard présenté son rapport final aux charges pastorales et aux consistoires tout en y joignant du matériel pour les aider à étudier les recommandations du groupe de travail. Une période supplémentaire de 24 mois serait superflue.

La quatrième proposition porte sur un changement qui éliminerait l'obligation de l'Église Unie d'obtenir l'approbation du Parlement pour se réorganiser en un modèle à trois conseils ou pour toute autre restructuration future.

Tout changement de politiques par un renvoi de catégorie 3 ne peut être mis en œuvre que s'il est promulgué par le prochain Conseil général. Normalement, le Conseil général tient ses assemblées régulières tous les trois ans. Il a l'autorité d'avancer la date de l'assemblée à la deuxième année s'il juge les circonstances exceptionnelles.

Les changements proposés dans ces renvois abordent une situation financière grave et urgente dans laquelle se trouve l'Église Unie. Il est primordial de connaître la volonté de l'Église sur ces changements particuliers le plus tôt possible pour permettre leur mise en œuvre s'ils sont approuvés ou, s'ils ne le sont pas, pour déterminer une autre voie d'action.